



## CHAPITRE 95

Loi constituant en corporation de ville  
le village de Macamic

[Sanctionnée le 10 février 1955]

## CHAPTER 95

An Act to incorporate as a town the village  
of Macamic

[Assented to, the 10th of February, 1955]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que la corporation du village de Macamic a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle est régie par le Code municipal;

Que ledit village est le centre d'une partie importante de la division Abitibi-Ouest pour fins électorales;

Que la majorité des propriétaires sont désireux d'être constituée en corporation de ville;

Que les dispositions du Code municipal sont devenues insuffisantes pour la bonne administration du territoire soumis à sa juridiction;

Qu'il est devenu nécessaire, pour assurer le bien-être de ses habitants que ledit territoire soit érigé en ville;

Attendu qu'il convient de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**1.** La présente loi peut-être citée sous le titre de "Charte de la ville de Macamic".

**2.** Les habitants et contribuables de la corporation du village de Macamic sont constitués en corporation de ville sous le nom de "Macamic".

Titre  
abrégé.

Corpora-  
tion cons-  
tituée.  
Nom.

**Territoire.** **3.** Le territoire de la ville de Macamic comprenant les lots et leurs subdivisions présentes et futures du cadastre officiel du

**WHEREAS** the corporation of the <sup>Preamble.</sup> village of Macamic has, by its petition, represented:

That it is governed by the Municipal Code;

That the said village is the centre of an important part of the electoral division of Abitibi-West;

That the majority of the property-owners are desirous of being incorporated as a town;

That the provisions of the Municipal Code have become inadequate for the proper administration of the territory under its jurisdiction;

That it has become necessary, to ensure the welfare of its inhabitants that the said territory be constituted a town;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** This act may be cited as the <sup>Short title.</sup> "Charter of the town of Macamic".

**2.** The inhabitants and ratepayers of the corporation of the village of Macamic are incorporated as a town under the <sup>Incorpo-</sup> <sup>Name.</sup> name of "Macamic".

**3.** The territory of the town of Macamic, comprising the lots and their present and future subdivisions of the official <sup>Territory.</sup>

village de Macamic, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemins de fer, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

au nord: le lac Macamic et la ligne séparative du rang III et VI;

au sud, la ligne séparative du rang II et III;

à l'est, le lac Macamic et le lot numéro 29 du rang III;

à l'ouest, le lot numéro 19 du rang III;

est érigé en municipalité de ville sous le nom de "Ville de Macamic".

Dispositions applicables.

**4.** La ville de Macamic sera régie par les dispositions de la Loi des cités et villes, chapitre 233 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements, sauf en tant qu'elles peuvent être incompatibles avec les dispositions de la présente loi.

Un seul quartier.

**5.** La ville ne comprendra qu'un seul quartier, mais le conseil pourra en aucun temps, la diviser en plusieurs quartiers en se conformant aux prescriptions de la loi en pareil cas.

Succès-sion.

**6.** La ville de Macamic, telle que constituée par la présente loi succède et succédera aux droits, obligations, biens, priviléges, titres, créances et actions de la corporation du village de Macamic et la remplace à toutes fins que de droit.

Fonctions, etc., continuées.

**7.** Les officiers et employés municipaux actuels de la corporation du village de Macamic resteront en fonction jusqu'à leur démission, remplacement ou destitution par le conseil de la ville de Macamic.

Règlements, etc., continués.

**8.** Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles de cotisations, rôles d'évaluation, rôles de perception, billets, comptes de taxes, redevances, listes, plans et autres actes et documents municipaux quelconques, qui sont légalement en vigueur à l'heure actuelle, continueront d'avoir leur plein effet et resteront en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés, abrogés, exécutés et accomplis, où à moins qu'ils ne soient incompatibles avec les dispositions de la présente loi.

cadastral of the village of Macamic, as well as the roads, streets, lanes, railway rights-of-way, water courses or parts thereof included within the following limits, to wit:

on the north: Macamic lake and the separating line between ranges III and VI;

on the south: the separating line between ranges II and III;

on the east: Macamic lake and lot number 29 of range III;

on the west: lot number 19 of range III;

is erected a town municipality under the name of "Town of Macamic".

**4.** The town of Macamic shall be governed by the provisions of the Cities and Towns Act chapter 233 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments, save in so far as they may be inconsistent with the provisions of this act.

**5.** The town shall comprise only one ward, but the council may at any time, divide it into several wards in accordance with the provisions of the law in such cases.

**6.** The town of Macamic as hereby constituted succeeds and shall succeed to the rights, obligations, property, privileges, titles, claims and actions of the corporation of the village of Macamic and shall replace it for all legal purposes.

**7.** The present municipal officers and employees of the corporation of the village of Macamic shall remain in office until their resignation, replacement or dismissal by the council of the town of Macamic.

**8.** All by-laws, resolutions, minutes, assessments rolls, valuation rolls, collection rolls, notes, accounts for taxes, dues, lists, plans and other municipal deeds and documents whatsoever, now legally in force, shall continue to have full effect and shall remain in force until amended, annulled, repealed, executed or accomplished, unless they be inconsistent with the provisions of this act.

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

Billet  
d'assignation.

Paiement  
pour  
éviter  
plainte.

Plainte.

Respons-  
abilité.

Somma-  
tion.

Maire et  
échevins.

S.R.,  
c. 233,  
a. 173,  
rempl.,  
pour la  
ville.

Date.

**9.** L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe 31°, le paragraphe 31°a:

"31°a Dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule copie de ce billet dont l'original sera apporté au département de la police de la ville.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle en se présentant audit bureau et en payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de l'amende et le reçu donné par la personne désignée par le conseil libèrent le contrevenant de toute autre pénalité relative à l'infraction commise.

Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer, une plainte peut-être portée contre elle, conformément à la loi, devant le tribunal compétent.

Aux fins de la plainte, le propriétaire du véhicule est présumé responsable de l'infraction.

Les dispositions qui précèdent n'empêchent pas l'agent de la paix ou l'agent de circulation de porter plainte et de faire émettre une sommation suivant la loi, sans délivrer de billet d'assignation."

**10.** Le maire et les conseillers actuellement en fonction dans la municipalité du village de Macamic, ou leurs représentants en cas de vacances deviennent le maire et les échevins de la ville de Macamic et restent en fonction jusqu'à l'époque de l'élection générale de 1955.

**11.** L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Macamic, par le suivant:

**173.** A compter de l'élection générale qui aura lieu le premier jour juridique de mai 1955 et nonobstant toutes dispositions législatives inconciliables, l'é-

**9.** Section 429 of the Cities and Towns R.S.,  
Act is amended, for the town, by adding, c. 233,  
after paragraph 31, paragraph 31a; s. 429,  
am. for town.

"31a. In cases of violation of the mu- Notice of  
nicipal by-laws relating to traffic and summons.  
public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, at the place where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice the original of which shall be brought to the town police department.

Any person in possession of such notice Payment  
may avoid the lodging of a complaint to avoid  
against him, by presenting himself at the com-  
plaint. said office and by paying thereat a sum of  
two dollars as fine. The payment of the  
fine and the receipt therefor given by the  
person designated by the council shall free  
the offender from any other penalty in  
connection with the infraction committed.

If the person in possession of such Com-  
plaint notice refuses or fails to conform thereto  
a complaint may be lodged against him  
according to law, before the competent  
court.

For the purposes of the complaint, the Respons-  
owner of the vehicle is presumed to be  
ability. responsible of the infraction.

The preceding provisions shall not Sum-  
mons. prevent the police or traffic officer from  
causing a summons to be issued according  
to law, without delivering any notice of  
summons."

**10.** The mayor and councillors pre- Mayor  
sently in office in the municipality of the and  
village of Macamic, or their representa- aldermen.  
tives, in case of vacancy, shall become the  
mayor and aldermen of the town of Maca-  
mic and shall remain in office until the  
time of the general election of 1955.

**11.** Section 173 of the Cities and R.S.,  
Towns Act is replaced, for the town of c. 233,  
Macamic, by the following: s. 173,  
replaced  
for town.

**173.** From and after the general Date.  
election which shall be held on the first  
juridical day of May, 1955 and notwithstanding  
any inconsistent legislative pro-

lection générale du maire et des échevins de la ville de Macamic a lieu tous les trois ans, le premier jour juridique de mai, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes et sous réserve de l'alinéa suivant.

Rotation.

Des six échevins élus au mois de mai 1955, deux sortiront de charge en 1956 et deux autres en 1957. Le nom des échevins dont le mandat expirera en 1956 et en 1957 sera tiré au sort à une assemblée générale ou spéciale du conseil tenue au moins quinze jours avant la date de la mise en nomination."

Première séance.

**12.** La première séance générale du conseil sera tenue, à l'hôtel de ville, le premier lundi qui suivra la sanction de la présente loi.

Entrée en vigueur.

**13.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

visions, the general election for mayor and aldermen of the town of Macamic shall be held every three years, on the first juridical day of May, in conformity with the provisions of the Cities and Towns Act and subject to the following paragraph.

Of the six aldermen elected in the month of May 1955, two shall retire from office in 1956 and two others in 1957. The names of the aldermen whose mandate shall expire in 1956 and in 1957 shall be drawn by lot at a general or special sitting of the council held at least fifteen days before the date of nomination."

Rotation.

**12.** The first general sitting of the First sitting. council shall be held at the town hall on the first Monday following the sanction of this act.

**13.** This act shall come into force on Coming into force. the day of its sanction.